

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036 – 59820 GRAVELINES

Gravelines, le 25/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



UNEAL

CD 134
hameau de Lambus
62140 MOURIEZ

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\UNEAL_Mouriez_070.02387\2_Inspections\2022 05 10 risques accidentels\UNEAL_mouriez_RAPVI_070.02387.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement UNEAL implanté CD 134 hameau de Lambus 62140 MOURIEZ. L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNEAL
- CD 134 hameau de Lambus 62140 MOURIEZ
- Code AIOT dans GUN : 0007002387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site de Mouriez, dont l'exploitation est encadrée par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2013, est dédié au stockage de céréales depuis 1989. Il a connu plusieurs extensions, la dernière datant de 2010 (construction du silo 3).

La société UNEAL y exploite actuellement :

- un silo vertical béton (silo 1) de 13 275 m³ et 35,4 m de haut. Il est composé de six cellules béton rondes de 1670 m³ chacune, deux as de carreaux de 465 m³, trois cellules de 600 m³ et une cellule coupée en deux capacités de 225 m³ et 300 m³ ;
- un silo de stockage béton (silo 2) de 13 340 m³. Il est composé de deux cellules rondes de 6670 m³ ;

- un silo de stockage à plat (silo 3) de 39 904 m³. Il est composé de six cellules ;
- une tour de manutention en béton de 51 m de haut. Elle contient les élévateurs ainsi que les appareils de nettoyage du grain ;
- un séchoir de 6,7 MW alimenté au GPL (propane) ;
- une cuve aérienne de GPL d'un volume de 70 m³ (31 tonnes de propane).

Le site est implanté en rase campagne. La maison la plus proche est à plus de 500 m des limites du site. Il est bordé par la route départementale D 134 (trafic < 2000 véhicules/jour), tandis que la route départementale D 939 se situe à 70 m de la limite de propriété, soit à plus de 100 m du silo.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription
PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.7	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.2	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.3	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.5.4	/	Sans objet
PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.7	/	Sans objet
COLLECTE DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.3.3.2	/	Sans objet
LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.8.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté quatre non conformités aux prescriptions des articles 9, 10, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/04/2004 et une non conformité à l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 30/09/2019, liées à prévention des risques d'incendie et d'explosion.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie ou d'explosion
Prescription contrôlée : Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.
Constats : Il a été constaté par l'inspection des pictogrammes répartis sur le site indiquant qu'il est interdit de fumer dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Points chauds
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et en respectant les règles d'une consigne particulière. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds (emploi d'une flamme ou d'une source chaude,...) doit également faire l'objet d'un permis de feu. Les consignes particulières relatives à des travaux par points chauds doivent préciser les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.</p> <p>Le permis de travail et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant effectuer les travaux.</p> <p>Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Un nettoyage de la zone de travail avant le début des travaux doit être réalisé.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,la durée de validité,la nature des dangers,le type de matériel pouvant être utilisé,les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),Les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. <p>Dans le cas d'un travail par points chauds :</p> <ul style="list-style-type: none">un contrôle de la zone d'opération lors du repli de chantier doit être réalisé ;après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant afin notamment de vérifier l'absence de feu couvant. <p>L'apport de toute source potentielle d'inflammation dans les zones ATEX ainsi que l'apport de feux nus sont interdits, sauf opération particulière ayant fait l'objet d'un permis de feu et d'une consigne particulière tels que prévus ci-dessus (à ce titre, une attention particulière sera portée sur les matériels de communication – notamment les téléphones portables – introduits dans l'enceinte de l'établissement).</p>
Constats : Les travaux réalisés au sein du site sont encadrés par la procédure I.GENTRAV.01-A du 21/08/2018. Cette procédure précise les dispositions à prendre avant, pendant et après l'intervention et prévoit notamment qu'un permis feu soit délivré lors de travaux par point chaud. L'exploitant a présenté à l'inspection 15 permis feu établis entre le 15/07/21 et le 04/04/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C. [...]
Constats : Il a été constaté par l'inspection à différent étage du silo cathédrale (zones identifiées dans l'étude de danger à risque d'incendie et d'explosion): - des équipements électriques non-conformes à la réglementation ATEX ou à l'indice de protection contre la poussière IP 5X; - des coffrets électriques détériorés ou cassés, - des fils électriques sectionnés sans isolation non conforme à l'indice de protection IP 5X.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de découplage
Prescription contrôlée : Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent : - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage
Constats : Il a été constaté par l'inspection la détérioration de deux poignées de porte des dispositifs de découplage. Il est demandé à l'exploitant sous quinze jours de remettre en état les poignées des portes servant de dispositif de découplage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Inertage par gaz en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter la procédure d'inertage.
Constats : Il a été constaté des piquages identifiés "inertage Azote" sur les cellules fermées du silo cathédrale. L'exploitant dispose d'une procédure consignes générales en cas d'incendie N° I.CERINC.01-A. Cette procédure encadre la mise en place de l'inertage des cellules par injection d'azote. Toutefois contrairement à sa procédure l'exploitant ne dispose pas : -de réserve d'azote permettant l'inertage des cellules de ses silos, ou de convention avec un prestataire extérieur, permettant une mise à disposition d'azote en quantité nécessaire et dans un délai compatible avec un incendie; -du matériel permettant de relier les piquages aux sources d'azote.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : La procédure I.CEREXBAT01-A encadre le nettoyage des installations. Une main courante a été présentée à l'inspection dans laquelle les activités et nettoyages sont consignés quotidiennement. Toutefois il a été constaté par l'inspection des amas de poussières sur les chemins de câbles, la charpente, et les grilles de ventilation du silo béton. Le nettoyage est effectué à l'aide d'un aspirateur, cependant l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les justificatifs permettant de statuer que celui-ci dispose des caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : Des cibles d'empoussièrement sont présentes au niveau de chacune des différentes parties des installations (galeries, étages ...) ; la fréquence des nettoyages doit être suffisamment importante pour que les cibles soient en permanence visibles.
Constats : L'inspection a constaté la présence de cibles d'empoussièrement répartie dans le silo cathédrale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Un contrôle d'humidité est effectué à chaque lot de céréales réceptionnées. La procédure « I.ECHGEST.01-C » encadre la méthode d'échantillonnage des prélèvements effectués. La procédure « I.CERCONSER.01-A » encadre le taux d'humidité maxi de ces lots avant d'être ensilés. Les céréales ne correspondant pas au taux d'humidité maxi fixé dans la procédure sont séchées avant d'être ensilées. La procédure I.CEREXBAT01-A §I.2 encadre la surveillance des températures des céréales stockées. Celle-ci prévoit une surveillance quotidienne durant la période de refroidissement du grain puis tous les 15 jours. Cette surveillance est enregistrée sur le cahier de suivi de conservation (formulaire E.CER.SICON.01-E)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installation électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.- Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les réparations, remplacements et réglages préconisés font l'objet d'un plan d'action et d'une priorisation des travaux.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection les rapports de vérification des installations électriques du 15/02/2022. Ce rapport fait ressortir : 1 observation de niveau U1 (Écart technique concernant la protection des personnes et nécessitant une action corrective immédiate compte tenu du risque présenté) . 1 observation de niveau U2 (Écart technique concernant la protection des personnes ou des biens, ou écart documentaire concernant la sécurité des personnes, et nécessitant une action corrective à court terme) . Les travaux de mise en conformité ont été réalisés le 27/04/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux appareils de manutention
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure "modalité de maintenance et contrôle des équipements liés à la sécurité N° I.GEN-ENV.05_H. Cette procédure fixe la fréquence des opérations de contrôle. L'ensemble des contrôles est consigné dans le registre sécurité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.7.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention liés aux appareils de manutentions
Prescription contrôlée : Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes : [...] Élévateurs : capteurs de température sur les paliers haut et bas Transporteurs à bande : contrôleur de température palier ou pastilles thermosensibles.
Constats : Il a été constaté par l'inspection des capteurs de température de paliers de transporteurs à bande et d'élévateurs déconnectés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : COLLECTE DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir être confinées sur le site avant rejet au milieu naturel. Un bassin de rétention d'une capacité de 240 m ³ est disponible à cet effet.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un bassin de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2016, article 2.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués : [...] • une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 240 m ³ au niveau de l'établissement ; [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une réserve d'eau incendie .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ARRÊTÉ N ° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées par la société UNEAL, à MOURIEZ

LE PRÉFET DU Pas-de-Calais

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 18/11/2016 à la société UNEAL pour l'exploitation de silos de stockage de céréales sur le territoire de la commune de MOURIEZ à l'adresse suivante CD 134 hameau de Lambus concernant notamment la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 susvisé qui dispose : « Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.» ;

Vu l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 susvisé qui dispose : « Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours.

Elles doivent notamment comporter la procédure d'inertage. » ;

Vu l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 susvisé qui dispose : « Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. » ;

Vu l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 susvisé qui dispose : « Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement

anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

[...]

Élévateurs: de capteurs de température sur les paliers haut et bas

Transporteurs à bande : contrôleur de température palier ou pastilles thermosensibles. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [\[précisez la date\]](#) conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du [\[précisez la date\]](#) ;

ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 10/05/2022 , l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- à différents étages du silo cathédrale (zones identifiées dans l'étude de danger à risque d'incendie et d'explosion):
 - des équipements électriques non-conformes à la réglementation ATEX ou à l'indice de protection contre la poussière IP 5X;
 - des coffrets électriques détériorés ou cassés,
 - des fils électriques sectionnés sans isolation non conformes à l'indice de protection IP 5X.
- Contrairement à la procédure consignes générales en cas d'incendie N° I.CERINC.01-A l'exploitant ne dispose pas de réserve d'azote permettant l'inertage des cellules de ses silos, ou de convention avec un prestataire extérieur, permettant une mise à disposition d'azote en quantité nécessaire et dans un délai compatible avec un incendie;
- des amas de poussières sur les chemins de câbles, la charpente, et les grilles de ventilation du silo béton ;
- l'absence de justificatifs permettant de statuer du niveau de sécurité, de l'aspirateur servant au nettoyage des silos, nécessaire afin d'éviter l'incendie et l'explosion ;
- des capteurs de températures de paliers de transporteur à bande et d'élévateurs déconnectés.

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel susvisé et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société UNEAL de respecter les prescriptions et dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel susvisé et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Pas de Calais

ARRÊTE

Article 1 – La société UNEAL exploitant une installation de stockage de céréales en silos sise CD 134 hameau de Lambus sur la commune de Mouriez est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9, 11, 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 et de l'article 2.7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 18/11/2016 dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté en :

- installant, dans les zones identifiées dans l'étude de dangers susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosions, des équipements électriques conformes aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 ;
- pouvant ininterrompre dans des délais compatibles avec une intervention en cas d'incendie les cellules béton fermées du site ;
- Nettoyant les chemins de câbles, la charpente, les grilles de ventilation ;
- disposant d'un aspirateur présentant toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion ;
- remettant en état de fonctionnement les capteurs de température des paliers des transporteurs à bande et des élévateurs.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille , dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département Pas de Calais pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société UNEAL.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de calais
- Monsieur le Maire de la commune de Mouriez
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.